

**CONVENTION DE FINANCEMENT  
POUR UNE ALLOCATION DOCTORALE  
ENTRE  
LA DILCRAH  
ET  
L'UNIVERSITE LUMIÈRE LYON 2**

Entre

L'Etat, représenté par le Directeur des services administratifs et financiers, Services du Premier ministre, Monsieur Serge DUVAL, et le Délégué interministériel à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT, Monsieur Frédéric POTIER,

ci-après dénommés « DSAF et DILCRAH »

Et

L'Université Lumière Lyon 2,

Statut : Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel dont le siège social est  
Située au 86 rue Pasteur, 69365 Lyon Cedex 07

N° SIRET : 19691775100014

Représentée par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNIER,

ci-après dénommée l' « organisme »

Agissant tant en son nom que pour le compte du laboratoire TRIANGLE : action, discours, pensées politique et économique (UMR 5206) dirigé par Monsieur Claude GAUTIER,

ci-après dénommé le « laboratoire »

D'autre part,

DSAF et l'organisme sont ci-après désignés collectivement par les « parties » et/ou individuellement par la « partie ».

Vu le décret n°2009-464 du 23 avril 2009 relatif aux doctorants contractuels des établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche,

Vu le plan national de lutte contre le racisme et l'antisémitisme 2018-2020,

Vu le procès-verbal du jury d'attribution en date du 4 juillet 2018.

**ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :**

- La DILCRAH et l'organisme souhaitent, selon les termes de la présente convention, ci-après désignée par la « convention », coopérer pour mettre en place un cofinancement d'allocation de recherche dans le laboratoire sur un projet de recherche, désigné par « projet ».

- Ce projet permet la formation par la recherche de **Madame Estelle FISSON**, ci-après désignée « doctorante », dans le cadre de la préparation d'une thèse.

- Le projet se déroule dans le laboratoire, pour une durée nominale de trois ans, à compter de la date effective du commencement du projet ci-après désignée « date effective du projet », fixée à l'article 11 ci-après.

- Le projet bénéficie d'un financement total d'un montant maximal de 90 000 € versé par les Services du Premier ministre à l'organisme. Cette subvention ne comporte aucune contrepartie sur la propriété des résultats.

- Le projet s'inscrit dans le plan national de lutte contre le racisme et l'antisémitisme 2018-2020 qui prévoit la création de deux bourses de thèse pour financer des travaux de recherche sur le racisme et l'antisémitisme. Il implique donc des relations régulières entre la doctorante, le Conseil scientifique de la DILCRAH et ses partenaires.

- La doctorante, le directeur de thèse de la doctorante et le directeur du laboratoire ont signé la charte des thèses DILCRAH, annexée à la présente convention (annexe 1) ; la convention qui sera signée entre l'organisme et la doctorante doit être compatible avec cette charte.

- Le Conseil scientifique de la DILCRAH par l'intermédiaire d'une tutrice désignée par ses soins participe au suivi scientifique de la doctorante, en complément du suivi et des formations assurés par le directeur de thèse de la doctorante et par son école doctorale.

## **IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

### **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION, PRINCIPES GENERAUX ET OBJECTIFS**

#### **1.1 – Principes généraux**

La DILCRAH et l'organisme mettent en place un projet de recherche destiné à assurer la formation d'une doctorante dans les domaines scientifiques portant sur les thématiques identifiées par l'appel à projets. Sont ciblées les recherches innovantes, toutes disciplines confondues, qui portent explicitement sur les champs d'intervention de la DILCRAH que sont le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT.

Le programme de la thèse est défini en annexe 2.

L'allocation de recherche attribuée dans le cadre de la présente convention contribue à la préparation d'une thèse de doctorat sur le sujet suivant :

**Les syndicats ouvriers dans la lutte contre les discriminations LGBT. Socio-histoire de la convergence de deux espaces militants antagonistes en France et en Espagne depuis 1968.**

Son attribution ne peut constituer en aucun cas un contrat de travail à durée indéterminée ni un engagement de recrutement du bénéficiaire.

#### **1.2 – Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir :

- d'une part, les modalités de financement de l'allocation de recherche attribuée à la doctorante,
- d'autre part, les droits et obligations des parties concernant la propriété intellectuelle des travaux réalisés dans le cadre du projet.

Elle établit que l'organisme est l'employeur de la doctorante et assure à ce titre les obligations et charges afférentes.

## ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DES PARTIES

### 2.1

La DILCRAH subventionne, dans le cadre du projet, l'organisme qui assure la rémunération de la doctorante et les charges afférentes pour la durée fixée par l'article 11 de la présente convention, soit une somme totale sur trois ans de 90 000 €. L'organisme est employeur et accueille physiquement et administrativement la doctorante dans une de ses unités ; il prend en charge les frais afférents à l'accueil et à l'encadrement de la doctorante.

### 2.2

L'organisme s'engage à recruter en contrat doctoral à durée déterminée de trois ans la doctorante pour mener au sein du laboratoire le projet faisant l'objet de cette convention. L'organisme est seul responsable des obligations et charges au titre de l'employeur. Il s'engage à informer la DILCRAH de toute situation susceptible d'affecter le déroulement normal du projet. Par ailleurs, en cas de manquement de la doctorante à ses obligations, la DILCRAH peut proposer à l'organisme le recours à des sanctions disciplinaires, pouvant aller jusqu'au licenciement (voir §3.1). D'autre part, préalablement à l'engagement de toute procédure disciplinaire, l'organisme doit consulter la DILCRAH.

### 2.3

La doctorante est placée sous la responsabilité scientifique et technique de :

- « Madame Sophie BEROUD, Professeure de science politique à l'Université Lyon 2, membre de l'UMR CNRS Triangle, ci-après dénommée « directrice de thèse » ;
- « Monsieur Lilian MATHIEU, sociologue, Directeur de recherche au CNRS, membre de l'UMR Centre Max Weber, ci-après dénommé « co-directeur de thèse » ;

La doctorante sera suivie également par :

- Madame Irène THÉRY, ci-après dénommée « tutrice », chargé du suivi de la thèse pour la DILCRAH et de la représenter lors de la soutenance de thèse de la doctorante.

### 2.4

Tout changement ou réorientation des travaux de thèse doit impérativement être soumis à l'accord préalable de la DILCRAH.

### 2.5

Dans le contrat doctoral établi entre l'organisme et la doctorante, doivent figurer les droits et obligations de la doctorante :

- La doctorante est tenue de rédiger annuellement un rapport d'avancement des travaux qui sera adressé à la DILCRAH dans le cadre de la procédure de suivi de l'ensemble des doctorants financés par la DILCRAH.
- La doctorante doit respecter le règlement intérieur du laboratoire dans lequel il effectue sa recherche.
- La doctorante est tenue de se conformer aux obligations concernant la propriété intellectuelle ainsi que les publications et communications indiquées dans cette convention en article 4.
- La doctorante est tenue d'inviter à sa soutenance de thèse les représentants de la DILCRAH.

- La doctorante est fortement encouragée à développer sa connaissance du monde de l'environnement institutionnel et partenarial relatif aux compétences de la DILCRAH.

Ainsi, il sera apprécié que, pendant la durée de la convention, la doctorante participe sur la suggestion de la DILCRAH à des projets ou des événements portés par la DILCRAH, son Conseil scientifique et/ou ses partenaires, liés à son sujet d'étude quand c'est possible. Ces activités participant pleinement de l'application de la présente convention, elles ne pourront être sujettes à une rémunération supplémentaire de la doctorante par la DILCRAH.

## **ARTICLE 3 - MODALITES FINANCIERES**

### **3.1- Engagement de la DILCRAH**

La DILCRAH s'engage à verser à l'organisme une contribution forfaitaire dont le montant maximum est de 90 000 € (quatre-vingt-dix mille euros).

Les versements se répartissent sur les 3 années universitaires selon les modalités suivantes :

Au titre de la première année, la DILCRAH contribue financièrement à hauteur de 10 000 €.

Pour les années suivantes, les montants prévisionnels s'établissent à :

- Seconde année : 35 000 € ;
- Troisième année : 35 000 € ;

Sous réserve de la justification annuelle de l'emploi de la subvention par le bénéficiaire et de la disponibilité budgétaire, les montants financiers des deuxième et troisième années feront l'objet d'une notification par avenant à la présente convention.

Le solde de la subvention sera calculé à la fin des 3 années sur la base des dépenses réelles constatées et justifiées par l'organisme.

La cessation anticipée du projet peut intervenir :

- en cas de non-agrément ou de non-habilitation de la doctorante ;
- en cas de soutenance de la thèse avant le délai de trois ans ;
- en cas de démission de la doctorante ;
- en cas de licenciement de la doctorante ;
- en cas de disparition ou décès de la doctorante.

En cas de cessation anticipée du projet, la convention est résiliée de plein droit et une restitution d'une partie des sommes peut être effectuée en application de l'article 6.

Les différents versements de la subvention sont effectués, à la demande de la DILCRAH, par la Direction des services administratifs et financiers du Premier ministre, en sa qualité d'ordonnateur des crédits et de responsable du budget opérationnel de programme « Soutien » du programme 129 « Coordination du travail gouvernemental ». La DILCRAH reste le seul interlocuteur de l'organisme et de la doctorante.

### **3.2- Conditions de rémunération de la doctorante :**

La rémunération brute mensuelle de la doctorante est au minimum de 1 769 €.

### **3.3 – Versement de la subvention:**

Le montant maximum du financement accordé par la DILCRAH est de 90 000 € (quatre-vingt-dix mille euros). Il n'est pas soumis à la TVA.

Il est destiné à couvrir :

- la rémunération de la doctorante pendant les trois années de thèse ;
- les taxes et charges patronales correspondantes ;
- le cas échéant et si le montant maximum le permet, des frais de mission ou de formation de la doctorante dans le cadre du projet et les éventuels frais de gestion.

Le montant définitif sera déterminé sur la base de la dépense réelle dans la limite de 90 000 €.

Les modalités de versement sont précisées en annexe 3.

### **3.4- Engagement de l'organisme :**

L'organisme s'engage à utiliser la contribution financière de la DILCRAH uniquement aux fins de la réalisation du projet conduit par la doctorante, jusqu'à l'échéance de la convention.

L'organisme s'engage à prendre en charge les frais d'environnement de la doctorante. Il s'engage également à prendre en charge les frais de mission ou de formation non couverts au titre de l'article 3.3.

L'organisme s'engage à faire figurer dans le contrat doctoral prévu à l'article 2.2 ci-dessus l'ensemble des obligations imparties à la doctorante en application de la présente convention.

## **ARTICLE 4 – SECRET – PUBLICATIONS**

### **4.1**

Chaque partie s'engage à ne pas publier ni divulguer de quelque façon que ce soit les informations scientifiques ou techniques confidentielles, appartenant ou non aux autres parties, dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention et ce, tant que ces informations ne seront pas du domaine public. Cet engagement restera en vigueur pendant 5 (cinq) ans après le terme de la convention, nonobstant la résiliation de cette dernière et jusqu'à la fin de la réalisation du projet mené dans le cadre de la présente convention.

### **4.2**

Les parties sont convenues que toute publication et communication relative au projet doit mentionner le nom de la doctorante qui mène ce projet au sein du laboratoire ainsi que le concours apporté par chacune des parties. À cette fin, l'organisme s'engage à mentionner le soutien financier accordé par la DILCRAH.

**Toute publication ou communication liée au financement de thèse comportera la mention suivante: Enquête conduite dans le cadre d'un financement DILCRAH. Les propos énoncés n'engagent cependant que leur auteur et ne sauraient engager la responsabilité du financeur.**

Le livre issu de la thèse fera également figurer le logo de la DILCRAH.

### **4.3**

Les parties sont convenues que, pendant la durée de la présente convention, tout projet de publication ou de communication de l'une des parties, relatif au projet, nécessite l'information préalable et écrite des autres parties.

### **4.4- Les dispositions du présent article ne peuvent faire obstacle**

- ni à l'obligation qui incombe à la doctorante de produire un rapport d'activité à l'organisme dont elle relève, cette communication ne constituant pas une divulgation au sens des lois sur la propriété intellectuelle ;
- ni à l'obligation qui incombe à la DILCRAH de produire un rapport d'activité au sein de sa structure ;
- ni à l'obligation qui incombe aux chercheurs et enseignants-chercheurs de produire un rapport d'activité à leurs instances d'évaluation, dans la mesure où cette communication ne constitue pas une divulgation au sens des lois sur la propriété intellectuelle ;
- ni à la soutenance de thèse de la doctorante participant au projet. Cette soutenance est organisée dans le respect de la réglementation universitaire et des dispositions relatives à la confidentialité.

## **ARTICLE 5 – PROPRIETE INTELLECTUELLE**

### **5.1**

Chacune des parties reste propriétaire des résultats, connaissances, brevets, savoir-faire techniques ou scientifiques et autres informations, quelle que soit leur forme, protégeables ou non, antérieurs à la date d'entrée en vigueur de la présente convention. Il en va de même de ceux qu'elle développerait ou obtiendrait parallèlement mais indépendamment de la présente.

### **5.2**

Les droits sur les résultats, connaissances, brevets, savoir-faire techniques ou scientifiques et autres informations, protégeables ou non, issus du projet faisant l'objet de la présente convention, sont de la responsabilité de l'organisme, qui fait son affaire des cessions de droits avec la doctorante. La DILCRAH ne revendique aucun droit sur ces résultats.

Sous réserve du respect des droits de l'État sur ses connaissances antérieures, et sauf accord contraire entre les parties dans le cas notamment d'une contribution apportée par le responsable de la DILCRAH dans l'orientation des travaux qui auraient conduit à ces résultats, l'organisme est libre de protéger les résultats issus du projet, à ses seuls nom et frais, par tout titre de propriété intellectuelle appropriée.

### **5.3 – Exploitation des résultats issus du projet :**

L'organisme a le droit d'exploiter, directement et indirectement, à toutes fins, les résultats sans devoir reverser une quelconque contrepartie à la DILCRAH.

À ce titre, l'organisme s'engage à informer la DILCRAH de toute exploitation entreprise et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour ne pas limiter les droits conférés à la DILCRAH au titre de la convention.

## **ARTICLE 6 – RESILIATION – RESTITUTION DES SOMMES**

### **6.1**

Le contrat doctoral qui sera signé entre l'organisme de recherche et la doctorante est conclu « *intuitu personae* » en considération de la personnalité de la doctorante qui mène le projet au sein de l'organisme. En cas de démission ou de licenciement de la doctorante du projet, l'organisme en informe immédiatement la DILCRAH par lettre recommandée avec accusé de réception et l'article 6.3 de la convention s'applique, à la réception de la lettre, de plein droit. Conformément à l'article 3.1, ces situations correspondent à une cessation anticipée du projet et donnent lieu à résiliation de la convention.

## 6.2

Par ailleurs, la convention peut être résiliée de plein droit par l'une des parties en cas d'inexécution par une autre partie d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses. Cette résiliation ne devient effective que trente (30) jours ouvrés après l'envoi par la partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception récapitulant les obligations inexécutées, à moins que dans ce délai, la partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations, n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure telle que définie à l'article 6.4 ou n'ait proposé une solution de remplacement la plus proche possible de l'objectif recherché.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

## 6.3

À l'échéance de cette convention ou dans l'hypothèse de la résiliation de la convention, les sommes versées par la DILCRAH à l'organisme ne restent acquises à l'organisme que *prorata temporis*, selon les dispositions précisées en annexe 3.

## 6.4

Aucune des parties n'est responsable, à quelque moment que ce soit, d'un retard ou d'une interruption dans l'exécution de ses obligations, si ce retard ou cette interruption est dû à un cas de force majeure.

## **ARTICLE 7 – STAGES ET DEPLACEMENTS DE LA DOCTORANTE**

Tout stage ou étude de terrain de la doctorante d'une durée égale ou supérieure à deux mois dans un laboratoire universitaire ou toute autre structure d'accueil en France ou à l'étranger doit faire l'objet d'une information à la DILCRAH. Cette information doit être motivée et transmise à la DILCRAH sous couvert du ou des directeur(s) de thèse, deux mois avant le début du stage.

## **ARTICLE 8 – NOTIFICATION**

Toutes les notifications faites en application de la présente convention doivent obligatoirement être adressées aux parties destinataires par lettre recommandée avec accusé de réception, à leurs adresses respectives ci-dessous :

Pour la DSAF :  
Services du Premier ministre  
DSAF  
TSA 70723  
75334 Paris cedex 07

Pour la DILCRAH :  
55 rue Saint Dominique  
75007 Paris

Pour l'organisme :  
Université Lumière Lyon 2  
Direction de la Recherche et des Ecoles Doctorales  
86 rue Pasteur  
69365 Lyon Cedex 07

Tout courrier recommandé avec accusé de réception est réputé parvenu à son destinataire à la date de signature de l'accusé de réception par son destinataire.

## **ARTICLE 9 – REGLEMENT DES LITIGES**

La présente convention est régie par le droit français. Les parties s'engagent à rechercher en priorité un arrangement amiable à tout différend qui pourrait survenir à propos de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention. En cas de désaccord persistant, les tribunaux compétents sont saisis.

## **ARTICLE 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification à la présente convention nécessite la conclusion d'un avenant précisant l'objet ainsi que les modalités de cette modification.

## **ARTICLE 11 – DUREE ET RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet au ..... (désigné par la suite T0) et pour une durée nominale de 3 (trois) ans. Sa signature par les deux parties conditionne son entrée en vigueur.

## **ARTICLE 12 – ANNEXES**

Les annexes 1, 2, 3 et 4 portent sur l'engagement de la doctorante, le descriptif scientifique, les modalités financières et le procès-verbal d'attribution du jury, et font partie intégrante de la présente convention. Le laboratoire s'engage à faire signer à la doctorante et à son directeur de thèse la charte des thèses DILCRAH, en annexe 1 de la présente convention. La non signature par la doctorante et/ou son directeur de thèse de cette charte sera considérée comme une cessation anticipée du projet donnant lieu à une résiliation de plein droit, conformément à l'article 3.1 de la présente convention.

**Fait à Paris, le .....**

**En trois exemplaires originaux,**

Pour l'organisme

La Présidente,  
Nathalie DOMPNIER

Pour l'Etat,  
représenté par le Directeur des services  
administratifs et financiers, Services du  
Premier ministre

et  
le Délégué interministériel à la lutte  
contre le racisme, l'antisémitisme et la  
haine anti-LGBT



## **Annexe 1 – CHARTE DES THESES DILCRAH**

La Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT soutient la recherche française par la mise en place d'un dispositif qui cible les recherches innovantes, toutes disciplines confondues, et qui porte explicitement sur les champs d'intervention de la DILCRAH que sont le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT.

### **1. Sujet et faisabilité de la thèse**

Le sujet de la thèse, qui constitue le critère principal de sélection du projet ainsi que le nom du directeur de thèse et le laboratoire d'accueil ont été définis dans le dossier de candidature déposé auprès de la DILCRAH. Toute modification de l'un de ces trois éléments doit être soumise à l'approbation préalable de la DILCRAH.

Il appartient également à la directrice de thèse de signaler le plus tôt possible toute difficulté scientifique ou matérielle susceptible d'entraîner des blocages ou des retards importants dans l'avancement des travaux de thèse.

### **2. Suivi de la thèse à la DILCRAH – encadrement et déroulement de la thèse**

Les travaux de la doctorante sont suivis à la DILCRAH par la tutrice, « responsable du suivi scientifique DILCRAH ». Son nom sera communiqué à la doctorante et à son directeur de thèse lors de la mise en place de l'allocation de recherche.

La doctorante doit se conformer aux règlements de l'école doctorale et au règlement intérieur du laboratoire. Pour la bonne réalisation de la thèse, il est nécessaire que la doctorante bénéficie d'un encadrement personnel de la part de sa directrice de thèse. Cette dernière s'engage à lui consacrer une part significative de son temps et à l'aider à définir et rassembler les moyens utiles à la bonne réalisation de ses travaux de recherche. À cet effet, la doctorante est pleinement intégrée dans son laboratoire, où elle a accès aux mêmes facilités que les chercheurs titulaires pour accomplir son travail de recherche (équipements, moyens informatiques, documentation, séminaires et conférences ...). La doctorante bénéficiera, au sein du laboratoire, d'un soutien financier pour ses frais de déplacement lors de communication à colloques, séminaires internationaux ou nationaux, elle pourra assister aux séminaires organisés par le laboratoire tout au long de ses années d'études. Elle aura accès au centre de document de recherche mis en place par le laboratoire.

La doctorante s'engage :

- à fournir à la DILCRAH et ce jusqu'à la soutenance de sa thèse (y compris après l'échéance des 3 années de financement) un état d'avancement de ses travaux. Une audition de la doctorante peut également être organisée par la DILCRAH ;
- sur sollicitation, à présenter ses travaux et résultats lors d'événements organisés par la DILCRAH et son Conseil scientifique (séminaires dédiés, colloques, publications) ;
- à développer sa connaissance du monde de l'environnement institutionnel et partenarial relatif aux compétences de la DILCRAH. Ainsi, il sera apprécié que, pendant la durée de la convention, la doctorante participe sur la suggestion de la DILCRAH à des projets ou des événements portés par la DILCRAH, son Conseil scientifique et/ou ses partenaires, liés à son sujet d'étude quand c'est possible ;

Au cas où la doctorante démissionnerait avant sa soutenance, celle-ci s'engage à fournir un rapport expliquant l'ensemble des travaux exécutés et des résultats atteints et à effectuer une présentation de ceux-ci au représentant de la DILCRAH.

La directrice de thèse s'engage à suivre régulièrement la progression du travail de la doctorante et à proposer les orientations, approches ou méthodes les plus appropriées au vu des résultats déjà acquis ; elle invite le responsable de la DILCRAH et la tutrice à participer aux réunions de comité de suivi de thèse organisées par l'école doctorale. Elle s'engage à fournir chaque année à la DILCRAH et à la tutrice son avis sur les travaux de la doctorante.

En concertation avec la doctorante, elle propose au chef d'établissement, par l'intermédiaire du responsable de l'école doctorale, la composition du jury de soutenance dans le respect des règles propres à l'établissement, ainsi que la date de soutenance. Elle prévient le plus tôt possible la DILCRAH et la tutrice des dates envisagées pour la soutenance et invite le responsable de la DILCRAH et la tutrice à la soutenance de thèse.

### **3. Durée de la thèse, date de prise d'effet et durée du financement DILCRAH**

Une thèse doit respecter les échéances prévues, conformément à l'esprit des études doctorales et à l'intérêt de la doctorante. La durée de référence de préparation d'une thèse est de trois ans. L'allocation de recherche de la DILCRAH est attribuée pour cette durée.

Sauf mention particulière, elle prend effet au plus tôt le 1<sup>er</sup> septembre 2018 et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2019. À la fin de la seconde année, l'échéance prévisible de la soutenance devra être débattue, au vu de l'avancement du travail de recherche. Dans tous les cas, la préparation de la thèse implique un renouvellement annuel de l'inscription de la doctorante dans son établissement.

### **4. Publications et valorisation de la thèse**

Un des indices de la qualité de la thèse peut se mesurer au travers des publications, communications ou rapports issus du travail, qu'il s'agisse de la thèse elle-même ou d'articles réalisés pendant ou après la préparation du manuscrit. La doctorante doit apparaître parmi les coauteurs et le directeur de thèse favorisera les contacts avec les équipes scientifiques nationales et internationales du domaine.

Toute communication et publication relatives au sujet de thèse doivent être transmises préalablement pour information au responsable de la DILCRAH

**Toute publication ou communication liée au financement de thèse comportera la mention suivante : Enquête conduite dans le cadre d'un financement DILCRAH. Les propos énoncés n'engagent cependant que leur auteur et ne sauraient engager la responsabilité du financeur. Le livre issu de la thèse fera également figurer le logo de la DILCRAH.**

### **5. Stages et missions ou séjours à l'étranger dans le cadre des travaux de thèse**

Tout stage ou étude de terrain de la doctorante d'une durée égale ou supérieure à deux mois dans un laboratoire universitaire ou toute autre structure d'accueil en France ou à l'étranger doit faire l'objet d'une information à la DILCRAH. Cette information doit être motivée et transmise à la DILCRAH sous couvert du ou des directeur(s) de thèse, deux mois avant le début du stage.

### **6. Propriété intellectuelle**

#### **6.1**

Chacune des parties reste propriétaire des résultats, connaissances, brevets, savoir-faire techniques ou scientifiques et autres informations, quelle que soit leur forme, protégeables ou non, antérieurs à la date d'entrée en vigueur de la présente convention. Il en va de même de ceux qu'elle développerait ou obtiendrait parallèlement mais indépendamment de la présente.

## 6.2

Les droits sur les résultats, connaissances, brevets, savoir-faire techniques ou scientifiques et autres informations, protégeables ou non, issus du projet faisant l'objet de la présente convention, sont de la responsabilité de l'organisme, qui fait son affaire des cessions de droits avec la doctorante. La DILCRAH ne revendique aucun droit sur ces résultats.

Sous réserve du respect des droits de l'État sur ses connaissances antérieures, et sauf accord contraire entre les parties dans le cas notamment d'une contribution apportée par le responsable de la DILCRAH dans l'orientation des travaux qui auraient conduit à ces résultats, l'organisme est libre de protéger les résultats issus du projet, à ses seuls nom et frais, par tout titre de propriété intellectuelle appropriée.

### 6.3 – Exploitation des résultats issus du projet :

L'organisme a le droit d'exploiter, directement et indirectement, à toutes fins, les résultats sans devoir reverser une quelconque contrepartie à la DILCRAH.

À ce titre, l'organisme s'engage à informer la DILCRAH de toute exploitation entreprise et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour ne pas limiter les droits conférés à la DILCRAH au titre de la convention.

## 7. Activités de la doctorante allocataire DILCRAH

Conformément à l'article 5 du décret n°2009-464 du 23 avril 2009, la doctorante peut exercer outre ces activités de recherche, un service annuel égal au sixième de la durée annuelle de travail effectif.

Dans ce cas la doctorante adressera à la DILCRAH, deux mois avant le début des activités envisagées, une information comportant l'avis du directeur de thèse et précisant le type et la durée des activités.

Lu et approuvé	Lu et approuvé	Lu et approuvé	Lu et approuvé	Lu et approuvé
Date:	Date:	Date:	Date:	Date:
Nom et signature du directeur de l'école doctorale	Nom et signature du directeur du laboratoire	Nom et signature de la directrice de thèse	Nom et signature du co-directeur de thèse	Nom et signature de la doctorante

## **Annexe 2 – PROGRAMME DE LA THESE**

### **1. Sujet de la thèse**

Les syndicats ouvriers dans la lutte contre les discriminations LGBT. Socio-histoire de la convergence de deux espaces militants antagonistes en France et en Espagne depuis 1968.

### **2. Descriptif de la thèse**

#### **Choix de l'objet, revue de la littérature et originalité**

De nombreux éléments semblent opposer le syndicalisme ouvrier et les luttes LGBT (Lesbiennes, Gais, Bis, Trans). A cet égard, l'homosexualité a été pensée durant les événements de mai par les représentants de la CGT (Confédération Générale du Travail) comme étant une « tradition extérieure à la classe ouvrière » (Albertini, 2012). Cette distance serait renforcée avec le « moment 1975 » (Prearo, 2014) : le militantisme LGBT se concentrerait dès lors sur un objectif d'abrogation des discriminations juridiques et en entreprises (Roca i Escoda, Marta, 2013), les associations se juxtaposant aux syndicats (Broqua, Fillieule, 2001), voire excluant ces derniers (Bereni, 2011). Sur le plan théorique, le mouvement LGBT est souvent pris comme exemple des « nouveaux mouvements sociaux » (Melucci, 1978) dont l'essor, selon les visions, ou bien serait freiné par les restes du mouvement ouvrier (Touraine Dubet, 1984), ou bien contribuerait à un certain déclin du syndicalisme (Walter Benn, 2009).

Cependant, une telle opposition ne va pas de soi. Tout d'abord, l'idée d'une extériorité des pratiques homosexuelles au monde ouvrier a déjà été invalidée (Barbedette, Carassou, 2008). On peut ensuite constater une convergence récente entre les répertoires d'action et les revendications des syndicats et de l'espace des mouvements LGBT, cette convergence étant plus ancienne en Espagne (Calvo, Trujillo, 2011). Dans un contexte où le répertoire d'action des syndicats est de plus en plus fondé sur le droit (Denis, 2003) et où la lutte contre la souffrance au travail et la reconnaissance de droits attachés à la personne (Barnier, Canu, Laval, 2016) représentent des chantiers importants, certains syndicats sont le siège d'une réappropriation de la lutte contre les discriminations. Non seulement ces syndicalistes saisissent de plus en plus la justice pour dénoncer la répression à l'encontre des représentant-e-s du personnel (Bereni, Chappe, 2011), mais ils prennent progressivement en compte les critères de genre, d'âge, de handicap, et plus récemment d'origine ethnique (Bouchareb, 2011) et d'orientation sexuelle. Des travaux récents s'intéressent précisément à la porosité et aux alliances entre syndicats traditionnels et autres mouvements sociaux (Bérout, 2004), prenant le contre-pied d'une approche en termes de déclin du syndicalisme (Andolfatto, 2007). Il existe cependant à ce jour peu de travaux sur les liens entre syndicats ouvriers et mouvements LGBT.

La lutte contre les LGBTphobies au travail par les syndicats est pourtant lourde d'enjeux. Tout en proposant des réponses potentiellement adaptées, notamment à travers la signature d'accords de branches ou d'entreprises (Bereni, 2011), à un problème rendu de plus en plus visible, une telle prise en charge est aussi un moyen pour les syndicats de regagner une légitimité régulièrement remise en question.

#### **Cadre théorique et problématique**

S'intéresser au traitement des LGBTphobies par les syndicats doit permettre d'interroger plusieurs modèles théoriques classiques en science politique, à commencer par la théorie des nouveaux mouvements sociaux (Melucci, 1978). La thèse vise en effet à montrer qu'enjeux identitaires et enjeux économiques et matériels sont en réalité intimement liés. Nous interrogerons également la théorie de l'espace des mouvements sociaux, selon laquelle les deux types de luttes qui nous intéressent

connaissent une relative autonomie (Mathieu, 2012). Contre l'idée d'une séparation entre syndicalisme ouvrier et causes LGBT, les concepts d'*intersection* (Crenshaw, 1991) - en dépit du fait que la question raciale n'apparaît pas d'emblée comme première (Ait Ben Lmadani, Moujoud, 2012) - et de *discrimination* (Bereni, Chappe, 2011) constituent des outils théoriques utiles. Ils permettent en effet de comprendre concrètement et extensivement la production et la prise en charges de diverses dominations imbriquées de manière complexe. Les concepts de *coextensivité* et de *consubstantialité* des rapports sociaux (Dorlin, 2009 ; Kergoat, 2012), moins directement issus du champ juridique, sont autant de notions alternatives pour prendre en compte l'historicité, les analogies et la construction réciproque de différents rapports sociaux (Fassin, 2011).

Nous nous demanderons ainsi comment et dans quelle mesure la prise en charge des discriminations anti-LGBT par les principaux syndicats de travailleurs opère une jonction entre des paradigmes sociologiques et des espaces militants socio-historiquement en tension - la lutte pour la reconnaissance et la lutte pour la redistribution (Fraser, 2005) - engendrant ainsi une reconfiguration de l'action collective contemporaine.

### **Axes de recherche, méthodologie et faisabilité**

Pour mener à bien notre étude, une comparaison entre la France et l'Espagne visera à comprendre la différence de temporalité et de forme des alliances entre espace de la cause LGBT et syndicats dans ces deux pays. 1968, moment d'effervescence politique en France et de résurgence des luttes sociales en Espagne, est un point de départ pertinent sur ces deux territoires.

Dans le premier axe, nous chercherons à comprendre comment les antagonismes entre militantisme homosexuel et syndicats se sont construits dans les années 1970. Pour ce faire, nous étudierons les trajectoires biographiques des figures homosexuelles du mouvement syndical, à l'instar de Daniel Guérin, militant à Arcadie ainsi qu'avec des syndicalistes révolutionnaires. Des entretiens biographiques avec des agents multipositionné·e·s dans les années 1970 (comme Hélène Hazera, membre des Gazolines et de la Confédération Nationale du Travail en France et Empar Pineda, militante féministe lesbienne et leader du mouvement communiste en Espagne) seront également menés. Un travail à partir des archives gaies et lesbiennes (dont un stock important réside en France à Vitry-sur-Seine et en Espagne au Centre de Documentation Armand de Fluvià à Barcelone) ainsi que des archives syndicales permettra de confronter la parole des militant·e·s aux traces écrites du passé. Nous nous pencherons plus particulièrement sur la CGT et la CFDT en France, leur engagement à l'égard des causes LGBT étant relativement important quoique différencié dans le temps, et sur l'Union Générale des travailleurs (UGT) et les Commissions ouvrières (CCOO) en Espagne, comparables aux syndicats français en raison des analogies du monde syndical dans les deux pays.

Dans un second temps, nous tenterons d'expliquer comment la lutte contre les discriminations anti-LGBT a émergé comme nouveau cadrage de l'action des principaux syndicats de travailleurs. Cet axe nécessite des entretiens avec des acteu·rice·s-clé à l'échelle des confédérations nationales. La secrétaire confédérale de la CFDT Bérénice Jond, en charge des discriminations, et Sylvie Burdett, à la tête du collectif national CGT de lutte contre l'homophobie pour l'égalité et la non-discrimination, sont d'ores et déjà des informatrices privilégiées. En Espagne, nous envisageons d'interroger Ana Sanchez de la Coba, secrétaire à l'égalité de l'UGT Madrid et Elena Blasco Martin, secrétaire confédérale des femmes et de l'égalité des CCOO. Un travail d'archives permettra de corroborer les récits de ces responsables syndicaux·le·s.

Enfin, nous questionnerons le processus de mise en œuvre d'actions contre les discriminations anti-LGBT dans les syndicats. Nous nous pencherons sur les fédérations de métallurgie, bastion de l'ouvriérisme et pourtant particulièrement actives dans la lutte contre les discriminations anti-LGBT. Des entretiens pourront être menés avec Lionel Goulette, syndicaliste et co-animateur du collectif

confédéral CGT de lutte contre l'homophobie à l'USTM (fédération CGT de la métallurgie) Val de Marne et Anne Berthin-Bonvalet, secrétaire fédérale, membre de La Fédération générale des Mines et de la Métallurgie CFDT. Nous réaliserons enfin de l'observation de réunions formelles et d'échanges informels et des entretiens dans un syndicat de métallurgie.

### **Bibliographie indicative**

Ait Ben Lmadani, Fatima ; Moujoud, Nasima (2012) « Peut-on faire de l'intersectionnalité sans les ex-colonisé-e-s ? », *Mouvements* 4 (n° 72), p. 11-21.

Albertini, Pierre (2003) « Communisme » in Tin, Louis Georges, *Dictionnaire de l'homophobie*, Paris : PUF.

Andolfatto, Dominique (2007) *Les Syndicats en France*, La documentation française.

Barbedette, Gilles et Carassou, Michel (2008) *Paris Gay 1925*, Paris : Presses de la Renaissance, 1981; réédition Non Lieu.

Barnier, Louis-Marie ; Canu, Jean-Marie ; Laval, Christian ; Vergne, François (2016) *Demain le syndicalisme : repenser l'action collective à l'époque néolibérale*, Paris : Syllepse.

Bereni, Laure (2011) « Le discours de la diversité en entreprise : genèse et appropriations », *Sociologies pratiques* (n° 23), p. 9-19.

Béroud, Sophie (2004) « Le renouveau des luttes : entre fragmentations et convergences anti-capitalistes » in Bouffartigue, Paul (dir.) *Le Retour des Classes sociales, inégalités, dominations, conflits*. Paris : La Dispute.

\_\_\_\_(2014) « Crise économique et contestation sociale en Espagne : des syndicats percutés par les mouvements sociaux ? », *Critique internationale*, (N° 65), p. 27-42.

Bouchareb, Rachid (2011) « L'action syndicale face aux discriminations ethnoraciales », *Sociologies pratiques* 2 (n° 23), p. 69-81.

Calvo, Kerman; Trujillo, Gracia (2011) « Fighting for love rights: Claims and strategies of the LGBT movement in Spain », *Sexualities* Vol 14, Issue 5, pp. 562 - 579.

Chappe, Vincent Arnaud, Bereni, Laure (2011) « La discrimination, de la qualification juridique à l'outil sociologique », *Politix*, 94,(2), 7-34.

Crenshaw, Kimberlé (1991) « Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color ». *Stanford Law Review*, 43(6).

Dorlin, Elsa (2009) (dir.) *Sexe, race, classe, pour une épistémologie de la domination*, Paris : Presses universitaires de France.

Fassin, Eric (dir.) (2011) « Une affaire de classe ? L'approche sociologique de l'homophobie entre misérabilisme et populisme », *Dictionnaire de l'homophobie*. Paris : PUF.

Fraser, Nancy (2005) *Qu'est-ce que la justice sociale? Reconnaissance et redistribution*, Paris : La Découverte, coll. « Textes à l'appui/Politique et sociétés ».

Fillieule, Olivier ; Broqua, Christophe (2001) *Les logiques de l'engagement dans la lutte contre le sida*, Paris : Textuel.

Georgi, Frank (2014) *CFDT : l'identité en questions. Regards sur un demi-siècle (1964-2014)*, Nancy : L'Arbre bleu.

Giraud, Colin (2016) « La vie homosexuelle à l'écart de la visibilité urbaine. Ethnographie d'une minorité sexuelle masculine dans la Drôme », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 30.

Idier, Antoine (2017) **Les vies de Guy Hocquenghem. Politique, sexualité, culture**, Paris : Fayard, coll. « À venir ».

Kergoat, Danièle (2012) *Se battre, disent-elles...*, Paris : La Dispute.

Mathieu, Lilian (2012) *L'espace des mouvements sociaux*, Vulaines sur Seine : Éd. du Croquant.

- Melucci, Alberto (1978) «Société en changement et nouveaux mouvements sociaux». *Sociologie et sociétés*, volume 10, p. 37–54.
- Mischi, Julian (2016) *Le bourg et l'atelier. Sociologie du combat syndical*, Marseille : Éditions Agone, série: « L'ordre des choses ».
- Monferrer Tomàs, Jordi M. (2010) *Identidad y cambio social. Transformaciones promovidas por el movimiento gay y lesbiano en España*, Barcelone : Ediciones Egales.
- Paternotte, David (2011) *Revendiquer le « mariage gay »*. Belgique, France, Espagne, Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Prearo, Massimo (2013) « L'espace du militantisme LGBT à l'épreuve des présidentielles », *Genre, sexualité & société*, Hors-série n° 2.
- \_\_\_\_(2014) *Le Moment politique de l'homosexualité. Mouvements, identité et communautés en France*, Lyon : Presses Universitaires de Lyon.
- Roca i Escoda, Marta (2013) « De la dénonciation du droit à la conquête des droits. Le cas des mobilisations homosexuelles » in Frère, Bruno, Jacquemain, Marguerite (dir.) *Résister au quotidien ?* Chap. 10, Paris : Presses de Sciences-Po, pp. 55-86.
- Touraine, Alain ; Dubet, François (1984) *Le Mouvement ouvrier*, Paris : Fayard.
- Walter Benn, Michaels (2009) *La Diversité contre l'égalité*, Paris : Raisons d'agir.

### 3. Programme / Planning de la thèse

Octobre 2018- Décembre 2018 : Exploration de la littérature scientifique / construction des hypothèses de recherche

Janvier 2019-Mars 2019 : Enquête de terrain en Ile de France. Repérage des fonds d'archives, réalisations d'entretiens avec des responsables syndicaux et associatifs.

Avril 2019- Septembre 2019 : Enquête de terrain en Espagne, à Madrid puis à Barcelone. Repérage des fonds d'archives et réalisations d'entretiens avec des responsables syndicaux et associatifs.

Octobre 2019-Décembre 2019 : Analyse des matériaux recueillis / retranscription des entretiens / phase de lectures complémentaires

Janvier 2020-Mars 2020 : 2e terrain en Espagne. Travail sur archives et collecte d'entretiens

Avril 2020 – septembre 2020 : 2e terrain en Ile de France. Travail sur archives et collecte d'entretiens.

Octobre 2020- décembre 2020 : Analyse des matériaux recueillis / retranscriptions des entretiens

Janvier 2021- Octobre 2021 : Retranscription des entretiens et rédaction de la thèse.

## Annexe 3 – MODALITES DE FINANCEMENT

Le montant maximum du financement DILCRAH est de 90 000 € (quatre-vingt-dix mille euros). Il n'est pas soumis à la TVA.

Il est destiné à couvrir :

- la rémunération de la doctorante pendant les 3 années de thèse ; Le montant minimum de la rémunération brut mensuelle de la doctorante est fixé à 1 769 €.
- les taxes et charges patronales correspondantes ;
- le cas échéant et si le montant maximum le permet, des frais de mission ou de formation de la doctorante dans le cadre du projet et les éventuels frais de gestion.

Le montant définitif sera déterminé sur la base de la dépense réelle dans la limite de 90 000 €.

La dépense est imputée sur les crédits inscrits au programme / action 129-10 Soutien du budget des services du Premier ministre au titre des crédits d'intervention destinés aux subventions accordées par la DILCRAH. Les versements seront imputés sur la catégorie 64 ; centre financier : 0129-CAAC-SUBV ; activité : 012900070401 ; domaine fonctionnel : 0129-10-01 ; groupe de marchandise : 12.01.01

### 1. Versement de la subvention

Le versement de la subvention à l'organisme s'effectue en 3 versements selon les modalités suivantes :

- Un premier versement à hauteur de *10 000 €* sera versé à T0 +30 jours sur présentation d'une copie du contrat doctoral signé entre l'organisme et la doctorante conforme aux exigences de l'article 2.5 et mentionnant la présente convention et ses références. En l'absence de ce document conforme, aucun versement ne pourra être effectué.

- Le deuxième versement à hauteur de *35 000 €* sera versé, après notification du montant à l'organisme, à T0 + 12 mois sur présentation :

- de l'état d'avancement des travaux engagés au cours de l'année universitaire concernée demandé par la DILCRAH et mentionné à l'article 2.5 ;
- d'un récapitulatif mensuel des sommes engagées précisant le salaire net versé ainsi qu'un récapitulatif des dépenses de fonctionnement, visé par l'agent comptable de l'organisme.

- Le troisième versement à hauteur de *35 000 €* sera versé, après notification du montant à l'organisme, à T0 + 24 mois sur présentation :

- de l'état d'avancement des travaux engagés au cours de l'année universitaire concernée demandé par la DILCRAH et mentionné à l'article 2.5 ;
- d'un récapitulatif mensuel des sommes engagées précisant le salaire net versé ainsi qu'un récapitulatif des dépenses de fonctionnement, visé par l'agent comptable de l'organisme.

**En l'absence des pièces justificatives aucun versement ne pourra être effectué. Les pièces justificatives doivent parvenir à la DILCRAH deux mois avant la date prévue du versement.**

Le solde de la subvention est calculé sur la base des dépenses réelles constatées sur l'ensemble des 3 années, déduction faite des versements déjà effectués.



L'organisme fournit une justification de la totalité des dépenses éligibles effectuées et un état récapitulatif, certifié exact par lui et également visé par l'agent comptable de l'établissement.

Le solde est versé après réception des fournitures prévues à l'article 2.5, ainsi que d'un document de bilan financier des dépenses effectuées au titre de la convention.

## **2. Domiciliation des paiements**

Les versements sont effectués sur le compte suivant :

**Code banque : 10071**

**Code guichet : 69000**

**N° de compte : 00001004332**

**Banque : Trésorerie Générale du Rhône**

**Domiciliation : TPLYON**

**Clé : 66**

Compte ouvert au nom de l'agent comptable de l'Université Lumière Lyon 2.

## **3. Résiliation**

En application de l'article 6 de la présente convention, en cas de résiliation de celle-ci, un état des dépenses réalisées au titre de la convention est effectué et un bilan certifié exact et visé par l'agent comptable est établi. En cas de résiliation, le montant maximum de la subvention est ramené, *prorata temporis*, à la durée effectivement réalisée. Le remboursement du trop-perçu est reversé après l'établissement d'un titre de perception émis par la DSAF.

## Annexe 4 – PROCES-VERBAL DU JURY D'ATTRIBUTION

### Contrats doctoraux Dilcrah Procès-verbal Jury du 4 juillet 2018

---

Le jury de sélection des contrats doctoraux Dilcrah, réuni le 4 juillet 2018 et composé de :

François Lanthecume, Vincent Tiberj, Monna Hayer, Irène Thiery,  
Christine Lazerges, Gerard Abriel, Charlotte Denizeau

Après avoir étudié 13 dossiers de candidature conformes et en avoir délibéré, propose au délégué interministériel l'attribution d'un Contrat doctoral de trois ans maximum aux candidats dont les noms suivent :

- Estelle Fisson. (1er)
- Dargat - Roisa-Jonquières (1er).

Fait à Paris le 4 Juillet,

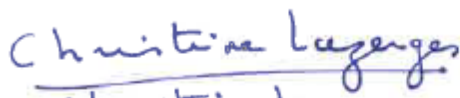
Signatures

  
F. Lanthecume

  
V. TIBERJ

  
M. HAYER

  
Irène THIERY

  
Christine Lazerges

  
Gerard ABRIEL

  
Charlotte DENIZEAU